



© Manoocher Dehghani/RIN

## La corruption et le genre dans la prestation de services : l'inégalité d'impact

Il est de plus en plus reconnu que le genre amplifie les effets de la corruption, en particulier quand il s'agit de prestation de services dans des pays en développement. La corruption dans la fourniture de services de base, tels que la santé et l'éducation, peut avoir des conséquences disproportionnées et négatives pour les filles et les femmes. Elle peut compromettre sérieusement leur accès à des écoles et cliniques de qualité et leur propre émancipation sociale et économique. Elle peut même être un obstacles aux perspectives de croissance de leur pays, à l'égalité des sexes et, plus largement, au changement social.

La corruption contrarie directement les progrès dans tous ces domaines, en exacerbant la pauvreté et les écarts entre les sexes. Dans les pays en développement, les effets peuvent être sévères lorsque les services de base sont de faible qualité et que les inégalités entre les sexes sont déjà élevées. Ce document de travail étudie le rôle de la corruption dans le processus et les graves conséquences qu'elle a sur les femmes et les filles.

### Table des matières

1. La corruption, l'égalité des sexes et le développement
2. Pourquoi la corruption est dans la prestation de services est-elle plus grave pour les femmes
3. Le genre et l'impact spécifique de la corruption dans la prestation des services

---

**Perceptions de la corruption, selon le genre : y a-t-il une différence ?**

L'idée que le sexe prédispose les hommes à être plus corrompus que les femmes est une affirmation qui reste débattue et est en cours d'évaluation.<sup>6</sup> Il n'y a pas de preuve claire que les femmes ne corrompraient pas si elles en avaient l'opportunité. Certains suggèrent qu'elles peuvent être tout simplement incapables de trouver les points d'entrée dans des réseaux où se produit la corruption.<sup>7</sup> Cependant, des résultats empiriques indiquent que les femmes perçoivent et expérimentent la corruption différemment des hommes.

Les femmes semblent être à la fois moins tolérantes ainsi que plus vulnérables à la corruption que leurs homologues masculins, comme l'indique une étude portant sur la dimension sexuée des perceptions de la corruption chez les femmes australiennes.<sup>8</sup> Un récent rapport de l'UNIFEM confirme ces conclusions ainsi que le travail d'enquête réalisé par Transparency International (TI).<sup>9</sup>

Selon le Baromètre mondial de la corruption TI, les femmes partout dans le monde perçoivent invariablement de plus hauts niveaux de corruption dans les institutions publiques que les hommes. Cela est particulièrement vrai pour les services publics avec lesquels elles ont le plus de contacts, tels que les infrastructures scolaires et sanitaires.

Ces différences de perception se traduisent par des différences dans les actions. Selon le contexte du pays, les femmes sont moins susceptibles de signaler la corruption et de défendre leurs droits. Par exemple, l'analyse des réclamations pour corruption déposées dans les 38 centres de plaintes de citoyens à travers le monde montre que les hommes sont en moyenne quarante pour cent plus susceptibles que les femmes de demander de l'aide.<sup>10</sup> Toutefois, ce résultat n'est pas uniforme dans tous les pays ou régions. Dans le cas de la Palestine, les femmes utilisent ces centres quatre fois plus souvent que les hommes. En Russie, ce sont deux femmes pour un homme qui portent plainte.<sup>11</sup>

## 1. La corruption, l'égalité des sexes et le développement

La corruption sape les tentatives faites par les pays et les citoyens de lutter contre l'inégalité entre les sexes et la pauvreté. La corruption agit comme une taxe régressive sur les familles pauvres, à qui l'on demande régulièrement plus souvent des pots-de-vin lorsqu'il s'agit d'utiliser les services publics. Comme les femmes et les filles représentent globalement une plus forte proportion de personnes pauvres, elles sont beaucoup plus exposées à ces abus. Dans le même temps, la discrimination systémique à laquelle les filles et les femmes pauvres font face en termes d'accès à l'éducation, la justice, aux soins de santé, l'emploi et au contrôle des actifs est encore plus forte lorsque la corruption est la monnaie utilisée pour y avoir accès.

Briser ce cercle vicieux commence par promouvoir l'égalité des sexes et lutter contre la corruption. Les liens entre l'égalité des sexes et le développement sont reconnus depuis longtemps et forment des cibles explicites dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement. Par exemple, les sociétés dont les femmes sont plus éduquées présentent des taux de croissance et des revenus par habitant plus élevés, ainsi qu'une meilleure santé maternelle, une mortalité infantile réduite et des niveaux plus élevés de nutrition.<sup>2</sup> Ainsi, lorsque la corruption, petite ou grande, empêche la scolarisation d'une fille, cela résulte non seulement en une éducation perdue mais aussi en des opportunités perdues, pour elle-même, pour la force de travail et pour le développement du pays.<sup>3</sup>

Dans le cas de la petite corruption, on peut demander aux femmes et aux filles d'effectuer des paiements informels pour des services qui sont censés être gratuits. Une enquête réalisée par TI au Bangladesh a révélé que 22 pour cent des étudiantes du secondaire ont dû payer des frais pour s'inscrire à un programme de bourses « gratuit » auquel elles étaient autorisées à s'inscrire.<sup>4</sup> Ces paiements peuvent être empochés ou exigés par les écoles et les enseignants pour compenser le manque de ressources publiques accordés pour les fournitures et les salaires.

Pour ce qui est de la grande corruption, les inégalités existantes et les structures patriarcales peuvent être exploitées pour commettre des abus. Par exemple, l'achat de services destinés aux femmes et aux filles pauvres, que ce soit les livres scolaires ou les fournitures médicales, est particulièrement vulnérable à des niveaux élevés de «prélèvement» par des responsables gouvernementaux. Les femmes sont moins conscientes de leurs droits, moins susceptibles de demander des comptes et de faire partie des puissants réseaux de corruption impliqués dans ce type de pratiques.<sup>5</sup> De même, les femmes sont souvent plus touchées lorsque ces abus se traduisent en des services d'éducation, de santé et d'autres services essentiels de moindre qualité.

## 2. Pourquoi la corruption dans la prestation de services est-elle plus grave pour les femmes?

Tout le monde souffre quand il y a corruption dans la prestation des services de base et les effets peuvent continuer à se faire sentir à travers les générations. Cependant, comme cela a déjà été mentionné, les femmes et les filles ont tendance à porter un fardeau plus lourd pour un certain nombre de raisons telles que:

### 1. Les femmes n'ont pas accès aux ressources

Le manque d'accès des femmes aux ressources affecte directement la façon dont elles sont en relation avec la corruption, de trois manières principales. Tout d'abord, la perception que les femmes n'ont pas l'argent pour payer des pots de vin peut signifier qu'il ne leur est pas demandé de paiement (et qu'elles n'ont donc pas accès à l'enseignement, aux cliniques et aux autres services de base). Deuxièmement, lorsque les femmes paient des pots de vin, ces paiements représentent généralement une proportion plus élevée de leur revenu personnel.<sup>12</sup> Puisque les femmes ont tendance à avoir un contrôle déjà réduit sur les ressources du ménage, effectuer elles-mêmes de tels versements devient difficile, voire impossible. Au lieu de cela, l'indemnisation peut prendre la forme de faveurs sexuelles qui confirment négativement les perceptions de genre et la violence dans un pays. Troisièmement, la propension des ménages pauvres à payer des pots de vin est plus susceptible d'être influencée et biaisée selon le sexe, ce qui exclut les femmes et les filles des services de base « gratuits » lorsque des paiements informels sont exigés.

### 2. Les femmes sont les principales utilisatrices des services publics

Les rôles des genres expliquent en partie l'interaction des femmes avec les services (voir encadré). Comme principales dispensatrices de soins dans les familles, elles sont souvent en contact plus fréquent avec les établissements de santé et d'éducation en s'occupant des besoins du ménage, un modèle que les transferts conditionnels en espèces (TCE) utilisent comme prémisses (voir l'encadré). Comparativement aux hommes, les femmes ont également plus besoin des services des systèmes de santé au cours de leurs années de fécondité. Une plus grande interaction des femmes avec les services publics signifie qu'elles sont beaucoup plus exposées à la corruption au point de prestation du service, avec l'impact qu'elle a sur le coût, le volume et la qualité des soins fournis. Avec moins de contrôle sur le revenu du ménage, les femmes sont doublement désavantagées car elles sont alors moins à même de rechercher d'autres sources de services qui peuvent être fournis par des prestataires de soins de santé privés et restent donc tributaires de ce qui peut souvent être un système public corrompu. En 2006, au Nicaragua, par exemple, les femmes représentaient les deux tiers de tous les patients dans le système de santé publique<sup>13</sup> qui était proportionnellement perçu comme extrêmement corrompu.<sup>14</sup>

### L'impact de la corruption sur la santé et l'éducation : Une leçon des Philippines

Aux Philippines, la recherche a indiqué que la corruption affecte la santé et l'éducation en réduisant les résultats aux tests, en abaissant le classement des écoles et en réduisant les taux de satisfaction. Il a aussi été démontré que la corruption abaisse les taux de vaccination des enfants et retarde la vaccination des nouveau-nés.

L'impact liés à la « corruption » sur les services de santé publique comprennent la prise en charge tardive des patients, le découragement des patients d'utiliser les cliniques, la satisfaction réduite des ménages concernant les services reçus et l'augmentation des temps d'attente pour les patients. Comme le montrent les résultats, les femmes sont les plus touchées car elles sont les principales utilisatrices de ces services.<sup>15</sup>

### Transferts conditionnels en espèces, genre et corruption

Les transferts conditionnels en espèces (TCE) fournissent aux femmes des suppléments de revenu de l'État en contrepartie de l'utilisation par leur famille des services de santé et l'éducation. Dans le cas du Brésil le programme *Bolsa Família* (« le panier de la famille ») et au Pérou le programme *Juntos* (« ensemble ») ont contribué à l'autonomisation des femmes et semblent avoir contribué à réduire l'écart entre les sexes parmi les pauvres.<sup>16</sup>

Toutefois, les données sur les effets des TCE sont mitigées avec certaines études montrant des effets positifs sur la réduction de la corruption dans la prestation des services alors que d'autres recherches suggèrent que ces programmes ne contribuent guère à promouvoir plus d'égalité entre les sexes.<sup>17</sup>

### *3. Les femmes manquent de voix et de participation*

Les femmes ont tendance à être moins impliquées et à être moins présentes dans la fonction publique et aux postes administratifs liés à la prestation des services clés tels que l'eau, la santé, l'assainissement et la scolarisation.<sup>18</sup> Cela peut être dû aux rôles des genres, aux attentes et aux attitudes culturelles dans le pays. Lorsque les fonctionnaires sont majoritairement des hommes, le résultat peut être que les hommes donnent délibérément une représentation fautive et compliquent les processus gouvernementaux pour les femmes. Dans ces processus, les femmes deviennent impuissantes ou se sentent obligées de fournir une compensation pour l'aide qu'elles ont légalement le droit de recevoir, en tant que citoyennes et non pas par la corruption, la concession ou la magnanimité.

### *4. Les femmes sont en marge de la prise de décision*

Dans les sociétés où les droits, les responsabilités et les opportunités sont orientés vers les hommes, les femmes sont en marge des décisions. Elles ont moins d'occasions et de ressources pour informer les décideurs de leurs besoins, influencer les processus décisionnels et demander des comptes aux agents publics. Ayant à faire des compromis difficiles entre s'engager politiquement et s'occuper de leurs familles, les femmes peuvent ne pas avoir les connaissances ou le temps nécessaires pour tenir leurs élus et les agences gouvernementales pour responsables.

Les décisions concernant les budgets publics, les dépenses et les politiques relatives aux services de base tendent à être gérées par des hommes, compte tenu des déséquilibres entre les sexes aux postes de direction du gouvernement et dans les parlements nationaux.<sup>19</sup> Certaines analyses récentes suggèrent que des taux plus élevés de participation des femmes dans la législature nationale d'un pays pourraient être associés à un niveau de corruption inférieur.<sup>20</sup> En outre, lorsque la corruption pervertit les processus politiques d'un pays, elle y réduit les possibilités pour les hommes et les femmes d'accéder aux cercles décisionnaires - au sein du gouvernement, ainsi que du secteur privé.

### *5. Les droits des femmes sont mal protégés*

Il résulte des inégalités entre les sexes que les femmes ont moins de pouvoir et de ressources pour obtenir une protection juridique ou accéder aux canaux formels et informels qui pourraient être utilisés pour corriger les défaillances ou les brèches dans la prestation des services. Dans les cas où les systèmes de justice sont corrompus, les femmes peuvent aussi être victimes de discrimination institutionnelle quand une réparation est demandée.<sup>21</sup> Les systèmes judiciaires corrompus sont davantage susceptibles de renforcer les niveaux actuels de discrimination contre les femmes dans leurs décisions concernant les questions sociales (comme le divorce, le mariage, l'héritage, la garde des enfants et les droits de propriété), même si les codes juridiques, qu'ils soient issus de l'époque romaine ou de la *Charia*, dictent le contraire. Quand elles sont corrompues, les autorités chargées de l'application de la loi peuvent également porter atteinte aux droits des femmes lorsque des pots de vin sont utilisés pour protéger des

---

En Afrique de l'Ouest, il existe des termes d'argot comme « allocation de brousse » ou « indemnité de craie », qui signalent la compensation sexuelle que les enseignants attendent souvent des étudiantes, et la violence sexuelle que la corruption peut engendrer.

---

poursuivent les auteurs d'actes criminels contre les femmes (comme les violeurs, les trafiquants du sexe, les employeurs abusifs ou directeurs d'école corrompus).<sup>22</sup>

### 3. Le genre et l'impact spécifique de la corruption dans la prestation des services

Certaines formes de corruption dans les services publics tels que la santé ou l'éducation affectent spécifiquement les femmes et les filles.

Le harcèlement sexuel, l'exploitation et l'utilisation du sexe comme une forme de « paiement » en contrepartie de l'accès aux services publics, constituent certaines des formes de corruption, qui affectent plus spécifiquement les femmes. Il existe par exemple des preuves de ces problèmes dans les systèmes éducatifs en Afrique occidentale, où des termes comme « allocation de brousse » ou « indemnité de craie » sont utilisés comme des noms de code pour signaler la compensation sexuelle que les enseignants attendent de leurs étudiantes.<sup>23</sup> Une enquête sur ce sujet au Botswana a révélé que 67 pour cent des jeunes filles interrogées avaient été victimes de harcèlement sexuel par les enseignants et 10 pour cent avaient consenti à avoir des rapports sexuels par crainte de représailles.<sup>24</sup> Pourtant, l'exploitation sexuelle a été largement ignorée en tant que forme de corruption et les abus qui lui sont liés ne sont le plus souvent ni signalés ni détectés.<sup>25</sup>

Les formes spécifiques de corruption qui affectent les filles et les femmes peuvent aussi être moins ouvertes et directes. Par exemple, les femmes sont particulièrement vulnérables à la corruption dans l'éducation du fait d'un certain nombre de défaillances systémiques. La discrimination institutionnelle dans la planification et la gestion scolaires peut limiter l'accès des femmes aux services d'éducation. Lorsque la qualité de l'éducation publique est faible, la nécessité d'utiliser des tuteurs privés et d'autres moyens de formation complémentaires peut entraîner des inégalités supplémentaires dans les foyers au détriment des femmes. Les effets de la corruption dans l'éducation signifient que les filles sont moins susceptibles de fréquenter l'école que les garçons, de recevoir une éducation de qualité ou des cours particuliers et sont davantage susceptibles d'abandonner l'école peu de temps après leur inscription. Il est également prouvé que l'extorsion sexuelle dans les systèmes éducatifs contribue à augmenter les taux d'abandon en raison des grossesses précoces.<sup>26</sup>

Dans le secteur de la santé, en raison de leur plus grand besoin de services de santé, en particulier pendant leurs années de fécondité, et de leur plus grande dépendance à ce service public, les femmes sont plus exposées aux effets de la corruption dans les systèmes de santé et à son impact sur la qualité des services. Ainsi que cela a été signalé, il y a moins de possibilités pour les femmes d'informer les décideurs de leurs besoins dans des environnements politiques dominés par les hommes. Cette situation peut conduire à des systèmes de santé moins capables de répondre aux types de services dont les femmes et les filles ont besoin. Il aggrave également les problèmes d'inégalité

---

**Les femmes sont plus exposées aux effets de la corruption dans le secteur de la santé et aux impacts qui en résultent sur la qualité du service.**

---

entre les sexes. La marginalisation des femmes dans une société peut même encourager les prestataires de soins de santé publics à orienter les femmes de manière illégale vers des cliniques de santé privées, ce qui prive les femmes pauvres de l'accès aux services dont elles ont besoin.

#### 4. Solutions pour le changement

Intégrer le genre dans la lutte contre la corruption permettrait de garantir que les femmes soient représentées de manière adéquate à toutes les étapes de la prestation de services, en introduisant des mécanismes efficaces pour promouvoir la participation des femmes et renforcer leur voix dans la planification, la gestion et le contrôle des services publics. Quelques étapes vers une meilleure compréhension de la dynamique des genres et de l'impact de la corruption sont fournies ci-après.

##### ***Collecter des données fiables, ventilées par sexe***

En l'absence de collecte systématique de données ventilées par sexe,<sup>27</sup> il y a peu de connaissance sur l'impact spécifique de la corruption dans la prestation des services sur les femmes. Plus de recherche qualitative et quantitative sur ce sujet est nécessaire pour mieux comprendre l'étendue et la nature des enjeux. Les données limitées qui ont été recueillies suggèrent cependant que ces effets sont significatifs, ce qui soulève des questions importantes sur le rôle de la corruption dans la marginalisation des femmes et des filles aux points de prestation des services. De même, les données disponibles soulignent également un manque général de sensibilisation aux questions de genre dans la lutte contre la corruption.

##### ***Assurer la participation des femmes aux processus décisionnels***

La participation des hommes et des femmes devrait être facilitée par un processus qui assure que ceux qui sont en position de pouvoir ne monopolisent pas l'influence ou le contrôle. Les principaux facteurs qui pourraient contribuer à une participation effective comprennent la transparence et l'accès à l'information (c'est-à-dire les dossiers financiers et les engagements budgétaires), la sensibilisation et les initiatives de renforcement des capacités pour l'autonomisation des femmes quant à leurs droits et à la façon de prévenir les violations, l'utilisation de mécanismes de plaintes efficaces (par exemple la protection des donneurs d'alerte et des centres de plainte pour les citoyens), la participation locale des femmes dans les processus décisionnels, et enfin le temps et les ressources (financières et humaines) pour tirer parti des possibilités d'engagement.

##### ***Promouvoir une budgétisation sensible au genre***

La budgétisation sensible au genre est une technique utilisée pour cartographier les budgets en fonction des questions spécifiques liées au genre, qui est conçue pour garantir que les dépenses publiques consacrées aux services publics répondent aux besoins des femmes. Au Maroc, par exemple, les ministères sont tenus d'établir un rapport de genre sur les allocations budgétaires en utilisant des indicateurs de performance ventilés par sexe. Un certain nombre d'autres

gouvernements ont également introduit des mesures visant à assurer une budgétisation sensible au genre pour les ressources de l'État, dont l'Australie, le Canada, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni.<sup>28</sup> Pourtant, comme la pratique l'a montré, ces efforts sont plus efficaces lorsque les femmes ont été formées à ce processus et sont sensibilisées à leur droit de tenir leurs représentants pour responsables, via des forums tels que les réunions communautaires ouvertes.


### ***L'intégration des femmes dans la main-d'œuvre des services publics***

L'intégration des femmes dans la main-d'œuvre des services peut contribuer à diminuer les formes spécifiques de la corruption qui affectent les femmes. Une plus grande égalité des sexes dans les écoles grâce à la représentation accrue des femmes enseignantes a déjà été utilisée comme stratégie dans la lutte contre la violence fondée sur le sexe et l'extorsion de faveurs sexuelles dans les systèmes scolaires (en combinaison avec d'autres mesures). Elle a également l'avantage de fournir des modèles positifs, si indispensables pour les jeunes femmes. Des éléments de preuve, en Afrique subsaharienne et dans des pays musulmans tels que l'Afghanistan, ont également montré des corrélations positives entre le nombre d'enseignants femmes et la scolarisation des filles dans les écoles.<sup>29</sup> Vaincre la corruption, les abus et la mauvaise gestion du système de recrutement actuel sera une étape indispensable sur le chemin de l'égalité des sexes.

### ***Promouvoir des normes d'éthique dans la prestation des services***

Moins de tolérance pour la corruption et les comportements contraires à l'éthique, ainsi qu'une plus grande sensibilité aux questions de genre dans la prestation des services publics peuvent être favorisés par la création et la mise en œuvre de codes de conduite pour les agents publics et la délivrance d'une formation éthique. Ces codes peuvent sensibiliser aux conséquences de la corruption et stimuler la responsabilité personnelle et morale pour cultiver le sens des valeurs de professionnalisme et d'honnêteté. Des éléments de preuve provenant du Bangladesh, d'Inde et du Népal ont montré que la mise en place de codes de conduite peut avoir un impact positif sur le comportement professionnel des enseignants et autres personnels scolaires.<sup>30</sup>

### ***Tenir compte des questions liées au genre dans le suivi et la surveillance des conventions internationales de lutte contre la corruption***

Il est impératif de sensibiliser aux questions de genre dans les mécanismes de suivi et d'examen qui ont été mis en place pour les conventions de lutte contre la corruption, régionales et internationales, telles que la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), la Convention africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (convention CTO). La surveillance doit saisir la dynamique des genres de la corruption qui est révélée de plus en plus par la recherche, en utilisant le prisme du genre pour reconnaître les différences entre les hommes et les femmes et ses manifestations, telles que l'extorsion sexuelle et la traite humaine. 

---

Les mécanismes de suivi et d'examen qui ont été définis par des conventions de lutte contre la corruption, régionales et internationales, doivent tenir compte des questions relatives au genre.

---

Ce document de travail a été réalisé par Marie Chêne, Ben Clench et Craig Fagan du secrétariat du département des recherches et de la politique de TI.

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour l'examen du document par les pairs : Monique Altschul (*Mujeres en Igualdad*, Argentine), Lilian Ekeanyanwu (Unité technique sur la gouvernance et les réformes pour la lutte contre la corruption, Nigeria), Londa Esadze (UNODC, Géorgie), Arwa Hassan (GTZ, Allemagne), Naomi Hossain (Institute of Development Studies - Institut d'étude du développement -, GB) et Ezinwa Okoroafor (Fédération internationale des femmes avocats, Nigeria).

TI reconnaît également la contribution de Nilhan de Mel (TI Sri Lanka), Samuel Rotta (TI Pérou) et Rena Safaraliyeva (TI Azerbaïdjan).

Pour en apprendre davantage sur les efforts de TI afin de lutter contre la corruption, visitez le site : [www.transparency.org](http://www.transparency.org).

Pour plus d'informations sur ce document de travail et d'autres dans la série, veuillez contacter Craig Fagan au Secrétariat de TI : [pres@transparency.org](mailto:pres@transparency.org)

**TRANSPARENCY  
INTERNATIONAL**

Téléphone

**+49-30-343820 -0**

Télécopieur

**+49-30-347039 -12**

Secrétariat international

**Alt-Moabit 96**

**10559 Berlin**

**Allemagne**

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ

**Référence:**

- <sup>1</sup> Pour plus d'informations, voir Transparency International, Baromètre mondial de la corruption. Page Web. Accédée le 1er juin 2010. [www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/gcb](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb).
- <sup>2</sup> Sanjeev Gupta, Hamid Davoodi et Erwin Tiongson, 'la corruption et la fourniture de services de santé et d'éducation', document de travail du FMI 00/116 (Washington, DC : FMI, Juin 2000).
- <sup>3</sup> AusAID, 'L'égalité des sexes en Australie Programme de l'aide - Pourquoi et Comment? (Canberra, Australie : AusAID, 2007).
- <sup>4</sup> Le taux général de tous les élèves a été de 21,8 pour cent. Transparency International Bangladesh, 'La corruption au Bangladesh : Une enquête auprès des ménages (Dhaka, Bangladesh : Transparency International Bangladesh, 2005). [www.ti-bangladesh.org/HH%20Survey/Household%20Survey%20-%202005.pdf](http://www.ti-bangladesh.org/HH%20Survey/Household%20Survey%20-%202005.pdf).
- <sup>5</sup> UNIFEM, 'Qui est responsable envers les femmes ? Genre et responsabilité. Le progrès des femmes dans le monde 200/2009 (New York, NY : UNIFEM, 2009). [www.unifem.org/progress/2008/publication.html](http://www.unifem.org/progress/2008/publication.html).
- <sup>6</sup> Dans cet article, les inégalités entre les sexes sont les déséquilibres entre les hommes et les femmes, et leur évaluation, en termes de responsabilité sociale, économique, politique et culturelle et de pouvoirs. C'est une condition qui est le contraire à l'égalité, qui est définie par l'Organisation internationale du Travail (OIT), pour les hommes et les femmes, comme des 'conditions égales pour réaliser pleinement les droits de l'homme et contribuer au développement économique, social, culturel et politique et en bénéficiant'. Voir : OIT, ABC des droits des travailleuses et égalité des genres (Genève, Suisse : OIT, 2000). Voir aussi, TI, 'Genre et corruption', Document de travail 03/2007 (Berlin, Allemagne : TI, 2007) ; Anne Marie Goetz, 'Nettoyages politiques' : Comment les femmes deviennent la nouvelle force de lutte contre la corruption. Les preuves disparaissent-elles ? (Brighton, Royaume-Uni : Institute of Development Studies - Institut d'étude du développement -, 2004). [www.u4.no/document/showdoc.cfm?id=124](http://www.u4.no/document/showdoc.cfm?id=124).
- <sup>7</sup> Farzana Nawaz, 'État des Recherches sur le genre et la corruption', U4 Réponses d'experts (Bergen, Norvège : CMI et TI, 24 juin 2009). [www.u4.no/helpdesk/helpdesk/queru.cfm?id=206](http://www.u4.no/helpdesk/helpdesk/queru.cfm?id=206).
- <sup>8</sup> Diana Bowman et George Giligan, 'Les femmes australiennes et la corruption : La dimension du genre dans les perceptions de la corruption', Journal of Administration and Governance - Journal d'administration et de gouvernance -, vol. 3 N° 1 (2008).
- <sup>9</sup> UNIFEM, 'Qui répond aux femmes ? Genre et responsabilité. Le progrès des femmes dans le monde 200/2009 (New York, NY : UNIFEM, 2009). [www.unifem.org/progress/2008/publication.html](http://www.unifem.org/progress/2008/publication.html).
- <sup>10</sup> Voir : Transparency International, 'ALAC : Données, financement et enquête sur la sécurité : Mars - avril 2010' (Projet).
- <sup>11</sup> Les chiffres sont ceux de 2009. Voir : Transparency International, 'ALAC : Données, financement et enquête sur la sécurité : Mars - avril 2010' (Projet). De même, cinq années de données clientes recueillies en Azerbaïdjan montrent que les hommes représentaient 65 % (14.880) et les femmes 35 % (8.056; du 01.01.2010).
- <sup>12</sup> Eric Chetwynd, Frances Chetwynd, et Bertram Spector, 'Corruption et pauvreté' : Une revue de la littérature récente (Washington, DC : Management Systems International - Systèmes de gestion internationaux -, janvier 2003).
- <sup>13</sup> Maarja Seppanen, 'Genre et corruption dans les services de santé publique au Nicaragua : conclusions empiriques et théoriques de la gouvernance', document présenté à l'atelier 'Genre et corruption dans la coopération au développement', Eschborn, Allemagne, 10-11 novembre 2008.
- <sup>14</sup> TI Le Baromètre mondial de la corruption (2005) constate que les Nicaraguayens classent le secteur des services médicaux à 4 sur 5 pour la corruption, où 1 signifie pas du tout corrompus et 5 extrêmement corrompus.
- <sup>15</sup> Omar Azfar et Tugrul Gurgur, 'La corruption affecte-t-elle les résultats en matière de santé et d'éducation aux Philippines ?', en ligne, consulté le 7 Juin 2010. <http://ssrn.com/abstract=723702>.
- <sup>16</sup> Nicola Jones, Rosana Vargas et Eliana Villar, 'Transferts conditionnels en espèces au Pérou : faire face à la multi dimensionnalité de l'enfance, de la pauvreté et de la vulnérabilité', dans 'Initiatives de protection sociale pour les familles, les femmes et les enfants : une analyse des expériences récentes', édité par Alberto Minujin (New York, NY : Nouvelle école et UNICEF, 2007) ; OIT, 'Bolsa Familia au Brésil : Contexte, concept et impacts' (Genève, Suisse : OIT, 2009).
- <sup>17</sup> Voir Marcia Grimes et Lena Wangerud, 'Lutter contre la corruption à travers la réforme de la protection sociale ? Les effets du programme mexicain de transferts conditionnels en espèces sur le bon gouvernement', *The American Review of Public Administration - Revue américaine d'administration publique* -, pp.1-20 (Février 2010) ; EV Lomeli, 'Les transferts conditionnels en espèces comme politique sociale en Amérique latine : une évaluation des apports et des limites', *The Annual Review of Sociology - Revue annuelle de sociologie* -, Vol. 34, pp.475-499 (2009).
- <sup>18</sup> PNUD, 'Participation politique des femmes et bonne gouvernance' (New York, NY : PNUD, 2000).
- <sup>19</sup> En 2008, les femmes occupaient 18 pour cent des sièges parlementaires dans le monde entier, voir : [www.mdgmonitor.org/goal3.cfm](http://www.mdgmonitor.org/goal3.cfm).
- <sup>20</sup> La corruption est mesurée à l'aide de l'indice des perceptions de la corruption de TI. Voir : Londa Esadze, 'Les corrélations entre la corruption, la participation politique des femmes et la traite des femmes : le cas de la Géorgie' (Projet).
- <sup>21</sup> Fareda Banda, 'Projet sur un mécanisme de lutte contre les lois discriminatoires à l'égard des femmes', en ligne, consulté le 4 Juin 2010. [www.unhcr.org/refworld/publisher/OHCHR...482067fe2\\_0.html](http://www.unhcr.org/refworld/publisher/OHCHR...482067fe2_0.html).
- <sup>22</sup> GTZ, 'la corruption et le sexe. Approches et recommandations pour l'assistance technique. Thème central : la corruption et la traite des femmes' (Eschborn, Allemagne : GTZ, 2004).
- <sup>23</sup> Voir aussi : Richard Taylor et Stefanie Conrad, 'Apprendre sans peur' (Dakar Sénégal : Plan Afrique de l'Ouest, novembre 2008) [www.childtrafficking.com/Docs/plan\\_08\\_break\\_silence\\_0109.pdf](http://www.childtrafficking.com/Docs/plan_08_break_silence_0109.pdf).
- <sup>24</sup> L'étude a été faite à partir de 2001. Voir : U4, 'La corruption dans le secteur de l'éducation : formes courantes de la corruption', en ligne, consulté le 1er juin 2010. [www.u4.no/themes/education/educationcommonforms.cfm](http://www.u4.no/themes/education/educationcommonforms.cfm).
- <sup>25</sup> Marie Chêne, 'Genre, corruption et éducation', Réponse d'experts U4 (Bergen, Norvège : CMI et TI, 2009).
- <sup>26</sup> Nordic Consulting Group, 'Analyse du genre et des formes de corruption, les effets et les stratégies d'éradication ; études de cas parmi les pauvres en milieu urbain et post conflit' (Kampala, Ouganda : Ambassade royale du Danemark, septembre 2009). [www.u4.no/pdf/?file=document/literature/Gender%20and%20Corruption\\_Uganda.pdf](http://www.u4.no/pdf/?file=document/literature/Gender%20and%20Corruption_Uganda.pdf).
- <sup>27</sup> Anne Schoenstein, 'Rendre les gouvernements plus responsables et plus transparents pour les droits des femmes et l'égalité des sexes', Présentation faite lors du Symposium de haut niveau FENU, Vienne, 12-13 novembre 2009.
- <sup>28</sup> OIT, 'Vue d'ensemble des initiatives de budgets sexospécifiques, Bureau pour l'égalité des sexes', en ligne, consulté le 4 juin 2010. [www.ilo.org/dyn/gender/docs/RES/498/F1229023063/Overview%20of%20GRB%20Initiatives.doc](http://www.ilo.org/dyn/gender/docs/RES/498/F1229023063/Overview%20of%20GRB%20Initiatives.doc).
- <sup>29</sup> UNESCO, 'Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/4. Genre et éducation pour tous : Le pari de l'égalité' (Paris, France : UNESCO, 2003). <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132513e.pdf>.
- <sup>30</sup> UNESCO, 'Éthique et corruption dans l'éducation', page web, consultée le 4 juin 2010. [recherche.www.iiep.unesco.org/research/highlights/ethics-corruption/flagships/design-of-ethical-standards/codes-of-conduct-in-universities.html](http://recherche.www.iiep.unesco.org/research/highlights/ethics-corruption/flagships/design-of-ethical-standards/codes-of-conduct-in-universities.html).

© 2010 Transparency International. Tous droits réservés.

**Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile menant la lutte mondiale contre la corruption. Grâce à plus de 90 chapitres à travers le monde et à un secrétariat international à Berlin, Allemagne, TI sensibilise l'opinion sur les méfaits de la corruption et travaille avec des partenaires au sein du gouvernement, des entreprises et la société civile à développer et mettre en œuvre des mesures efficaces pour y faire face. Pour de plus amples renseignements, consultez : [www.transparency.org](http://www.transparency.org)**

ISSN 1998-6432